

Les topiques environnementales au cœur des conflits

De la gouvernance et des rapports de force à l'ère des alertes globales

Francis Chateauraynaud

GSPR-EHESS

Support de l'intervention à la session de l'AFS du 17 avril 2009

Session « Ecologie, capitalisme et modernité. Enjeux sociaux de la crise écologique »
animée par Michelle Dobré et Philippe Boudes

Cette communication s'appuie sur deux textes récents, accessibles en ligne, dont elle prolonge les arguments :

[Des disputes ordinaires à la violence politique](#)

Texte d'une communication à paraître dans un ouvrage collectif en 2009.

[Public controversies and the Pragmatics of Protest. Toward a Ballistics of collective action,](#)

Culture Workshop, Harvard University, 13 février 2009

Je n'aurai sans doute pas le temps de tout développer, aussi je donne le dispositif de mon argument en cinq points :

1. D'où je parle : casuistique et balistique des causes collectives
2. Le contexte des alertes globales et des enjeux de gouvernance à l'échelle mondiale :
3. Phénoménologie des milieux à l'ère cosmopolitique
4. Les formes de régulation entre controverse et conflit
5. Une sous-discipline « sociologie de l'environnement » est-elle encore possible ?

1. Casuistique et balistique sociologique des causes individuelles et collectives

Depuis plusieurs années je travaille, en collaboration, à une pragmatique des transformations fondée sur la comparaison outillée de dossiers d'alerte et de controverse, de mobilisation et de conflit. Dans ces dossiers trois configurations majeures retiennent notre attention :

- les processus d'émergence de signaux d'alerte et la manière dont ils sont pris en compte ou non, qualifiés, traités, retraités et retraduits - par exemple pour produire un « risque émergent » (cas de H5N1, des nanoparticules, du bisphenol A pour rester sur un fil santé - environnement) ou pour amorcer un conflit (dénonciation d'un projet de réforme visant la casse d'un service public par exemple ...) ; décrire ces processus suppose une véritable sociologie du visionnaire et de l'intuition dans le monde sensible ;
- les moments de controverse et de débats publics, où sont mis à l'épreuve les arguments – moments décrits à partir d'une sociologie argumentative qui opère à la croisée de plusieurs théories de l'argumentation. Pour donner des repères rapidement, cela se joue, en gros, entre des auteurs comme Perelman, Toulmin et Ducrot, ou, parmi les auteurs plus contemporains, Van Eemeren, Plantin, Doury et Angenot ... J'y reviendrai dans la discussion mais une sociologie de l'argumentation pointe assez directement sur une sociologie de la violence dès lors qu'elle prend au sérieux les émotions ... Un seul exemple : l'usage de l'ad hominem est souvent lié à un passage en « violence », en tout cas un changement de modalité argumentative qualifié comme « violent » par celui qui le subit ou par l'auditoire ;
- les formes d'expression de la critique radicale et les modes de protestation comme ceux qui se rangent sous la bannière de la désobéissance civile, occupent une place privilégiée dans la sociologie des alertes et des causes collectives. Une attention particulière est accordée aux modalités de passage ou de coexistence de la controverse (ou du débat) et du conflit (ou de l'action radicale). De ce point de vue, on observe des va et vient constants sur de multiples dossiers dans lesquels la critique se déploie sur un continuum qui mène de la contre-expertise pointant sur des alternatives (cf les énergies renouvelables dans le dossier nucléaire) jusqu'à l'action radicale (cf les faucheurs et les ogm¹). Pour traiter l'ensemble des cas de figure, on a besoin de renouer avec une forme de sociologie des conflits et c'est je crois à ce titre que je suis dans cette session : les questions environnementales engendrent-elles une forme particulière de conflits et ces conflits se déploient-ils sous des modalités qui relèvent de la violence ? Est-ce que par exemple les oppositions locales aux projets d'enfouissement de déchets radioactifs ou les manifestations qui accompagnent le transfert de déchets nucléaires par voie ferrée relèvent de la « violence politique » ? Il est évident que la qualification est entre les mains des acteurs, mais le sociologue ne peut pas s'extraire facilement de la boucle. Cela dit, ce qui est observable sociologiquement c'est une extension continue du domaine « sécuritaire », ce qui donne lieu notamment à une surveillance accrue des mouvements de contestation à partir de techniques proches de celles utilisées pour contrôler des mouvances encore

¹ Voir le travail mené avec Antoine Bernard de Raymond et Gilles Tetart dans le cadre de l'ANR « [Formes de mobilisation et épreuves juridiques autour des OGM en France et Europe.](#) »

plus radicales ... et de proche en proche la frontière entre activistes et terroristes est levée². Le rapport avec les fronts environnementaux ou labellisés comme tels est assez facile à établir – les cas des ogm et du nucléaire, qui sont des observatoires du déplacement du curseur de la « violence » selon les différents acteurs (ce qui engendre évidemment de la part de nombreuses ONG une politique de l'action non-violente ; voir par exemple les offres de stage pour occuper des lignes THT).

Du point de vue d'une sociologie pragmatique attentive aux modalités et aux points de basculement qui font passer des alertes ou des causes, d'un régime à un autre, les formes d'expression de la critique, leur portée et la nature des prises collectives qu'elles offrent sur des processus d'expertise et de décision sont centrales. D'où l'enjeu de suivre systématiquement des dossiers aussi lourds et denses que le nucléaire, les ogm, les nanotechnologies, le climat, mais aussi l'amiante, les pesticides, la téléphonie mobile ... et bien d'autres comme les déchets toxiques d'Abidjan, ou des groupes en lutte contre la déforestation en Amérique latine³. Le déplacement de l'analyse vers les causes internationales est une tendance lourde ces dernières années mais il ne faut pas négliger pour autant toutes les formes de friction à l'échelle locale – comme ce conflit autour de l'implantation d'un circuit de course de vieilles voitures en plein Périgord Vert.

2. L'alerte globale et les enjeux de gouvernance à l'échelle mondiale : comment de nombreux experts voient venir l'hyperviolence ...

Les acteurs accordent leurs actions et leurs jugements en se référant à la nouvelle forme de totalisation liée à la topique environnementale. Depuis Rio (1992), et surtout Kyoto (1998), Aarhus (1998), puis Bali (2007) l'écologie se déploie dans la matrice du développement durable. Il ne s'agit pas seulement de mots d'ordre ou de lieux communs alimentant la rhétorique en situation de communication politique mais de dispositions et de dispositifs qui informent les représentations, les outils et les activités des acteurs les plus divers⁴. Derrière la banalisation de la topique environnementale, se jouent deux processus : le premier fondé sur l'installation de règles et de standards de gouvernance (outre le développement durable, voir aussi l'éthique de la transparence, la responsabilité sociale des entreprises, etc.), visant un nouveau mode de régulation ; le second renvoie à une logique de conflit à travers laquelle s'expriment toutes sortes d'acteurs, même s'ils ne parviennent pas à faire cause commune comme on le voit dans la trajectoire en dents de scie de l'altermondialisme.

Si la référence à l'interdépendance et à la complexité deviennent des appuis interprétatifs communs pour les acteurs, les nouveaux standards, y compris ceux qui installent de nouvelles formes de consultation et de participation provoquent des frictions dans la fabrique locale des

² Voir ce reportage du journal de France 2 sur les « ultras » et les « radicaux » qui, partant des violences liées au sommet de l'Otan radicaux que le documentaire croise... à la ronde infinie des obstinés, laquelle est pourtant une performance pacifique lancée par les enseignants-chercheurs en colère ...

³ Voir : « la forêt amazonienne aura disparu en 2030 ! » Est-ce une alerte ou prophétie de malheur ?

⁴ Sur la rhétorique du développement durable comme matrice discursive contraignant les acteurs à des alignements axiologiques et pratiques, voir Yannick Rumpala, « Le développement durable appelle-t-il davantage de démocratie ? Quand le développement durable rencontre la gouvernance. », VertigO – La revue en sciences de l'environnement, Vol8 no2, octobre 2008.

prises sur le monde à portée. [Sur la tension entre régulation par le débat public et logique de conflit, voir l'affaire du débat EPR et la manière dont la relation entre le réseau Sortir du Nucléaire et la CNDP a évolué au fil des épreuves.]

Au delà du grand récit, la pragmatique des transformations, à travers une casuistique (rassemblement des cas) et une balistique (modélisation sociologique des trajectoires), peut regarder comment s'articulent ou s'affrontent in concreto les deux grandes logiques à l'œuvre, celle d'un nouveau management des biens publics et celle de l'affirmation de valeurs ou de modes d'existence irréductibles, avec une prédilection pour les moments de confrontation autour des processus d'expertise et de décision. Il reste que la configuration créée en ce début de millénaire – particulièrement redéveloppée par Beck dans World at Risk 2007) a produit une rupture complète avec la période antérieure – l'espèce de configuration molle et passablement creuse des années 1980-1995 marquées par l'affaiblissement continue des luttes ouvrières comme référent majeur de la critique sociale. Quatre processus se sont croisés qui ont provoqué cette rupture, laquelle a changé complètement les modalités d'une sociologie des mobilisations et des controverses :

- la montée de tensions qui ont rapidement rendu caduque la vision irénique des années qui ont suivi la chute du mur : on parlait d'équité et de justice, d'intercompréhension et d'éthique à tout bout de champ ; le 11 septembre devient un précédent et un marqueur temporel de l'ouverture d'un nouveau régime de violence, voire d'hyper-violence, lequel, selon nombre de prophètes de malheur ne va cesser de s'approfondir (voir les guerres en Irak et en Afghanistan, et les multiples conflits créant une métastabilité géopolitique⁵) ; retour des visions noires et des formes de téléologie ; allons-nous vers la fin de l'histoire ou vers la post-humanité ?
- Sur le fil de la santé, de l'environnement et des technologies, on assiste à un processus de globalisation des risques et à l'avènement d'un régime d'alerte globale, quasi permanente, fondée sur des standards internationaux et des réseaux d'experts transnationaux. Bien que marqué par des constitutions différentes, le climat et H5N1 fournissent la matrice pour de nombreux dossiers (voir la biodiversité ; les maladies émergentes). On observe en outre de plus en plus de recouvrements entre les trois plans, santé, environnement et technologie, croisements liés d'une part aux vulnérabilités rendues manifestes par la multiplication d'événements extrêmes (tsunami, tremblements de terre, ouragans, et tempêtes, inondations, feux de forêt ...), et d'autre part à la mise en discussion de plus en plus forte des expertises et des choix scientifiques et techniques (voir téléphonie mobile, nanotechnologies ...).
- la transformation complète des cadres épistémiques et cognitifs de multiples domaines d'activité avec le développement du Web et la mise en circulation rapide d'un grand nombre d'informations, de causes, d'expertises et de cadres interprétatifs. Au-delà des questions de démocratie électronique et de gouvernance du Net, la toile est devenue incontournable pour les trois phases distinguées plus haut (alerte, controverse et critique radicale) : les causes, les acteurs qui les portent et les arguments qu'ils soutiennent sont largement déterminées par leurs modes d'existence sur le web – d'où d'ailleurs l'intense travail de surveillance auquel se livrent les nouvelles agences

⁵ P. Hassner, La terreur et l'empire : La violence et la paix, Paris, Seuil, 2003.

policières (voir la DCRI et l'affaire du document secret-défense). Pister par la veille d'opinion l'émergence des causes et des mobilisations.

- Les mobilisations transnationales et les acteurs du mouvement altermondialiste ont créé un nouveau front permanent, depuis Seattle (1999) fournissant un cadre de référence à de multiples causes et mouvements locaux, sans que l'espace politique institué ne parvienne à intégrer cette dynamique dans un contre-programme politique. Plus que jamais, l'ambiguïté des partis sociaux-démocrates est mise en évidence, du fait de la conjonction de ces quatre processus ... Parce qu'elle est issue d'un travail politique en amont qui l'a dotée d'une fonction d'universalisation, la cause environnementale sert d'appui pour de multiples acteurs. Mais l'environnement n'est plus pensé dans une topique séparée, comme la sauvegarde de la nature (deep ecology), mais en prise constante avec l'économique, le politique, le scientifique et le culturel ... La question des inégalités est évidemment au cœur de ces affaires, ce qui produit une forme de repolitisation des causes écologiques. Se référer notamment au chapitre intitulé « Global Inequality, Local Vulnerability : the Conflict Dynamics of Environmental Hazards Must be Studied within the Framework of Methodological Cosmopolitanism »

3. Phénoménologie des milieux à l'ère cosmopolitique

L'analyse de dossiers complexes via l'évolution des jeux d'acteurs et d'arguments, de la trajectoire publique des causes, ne peut être complète sans une attention aux milieux, aux modes d'existence et aux formes de vie locale⁶. On retrouve ici le plan d'immanence dans lequel l'attention aux prises sensibles est décisive pour saisir ce que font ou ne font pas, disent ou ne disent pas les acteurs – ou les non-acteurs ! Dans de multiples dossiers on observe une tension majeure entre formes de totalisation, modes de mobilisation et modalités d'expression : dans quelles conditions peut-on dire publiquement son expérience du milieu, déployer son activité sous forme de récit ou de témoignage et dans quels contextes cela a-t-il un impact, une portée sur les processus collectifs ? Pour approfondir, il faut développer une socio-anthropologie de la violence engendrée par les frictions entre milieux et dispositifs, frictions qui se doublent de conflits de valeurs⁷. Je ne peux que faire allusion ici au cas des déchets toxiques d'Abidjan, dossier dans lequel se croisent les règles du droit international, l'activité d'alerte et de vigilance d'ONG dotées d'une puissance d'expression suffisante, et l'expérience locale des habitants en colère...⁸

⁶ Voir les travaux avec Jean-Michel Fourniau et Mathieu Leborgne dans le cadre du séminaire de Marseille intitulé « Débats publics et formes de mobilisation territorialisée ».

⁷ A. Lowenhaupt Tsing, Friction. An Ethnography of Global Connection, Princeton University Press, 2005.

⁸ Voir F. Chateauraynaud, « Alertes et mobilisations à l'échelle internationale. Pour une balistique sociologique des causes internationales », Texte de la communication à la Journée d'études « Transfrontières », Paris, EHESS, 7 juin 2007.

Autre cas exemplaire où la question de la violence, en tout cas de l'action radicale et de la colère légitime se pose aux acteurs, c'est celui de l'enfouissement des déchets radioactifs dont la mise en politique dans les années 1990, a créé une contrainte forte pour les ingénieurs : la réversibilité⁹. Depuis que les acteurs critiques se sont saisis du dossier les épreuves se construisent à partir d'une conjonction entre des acteurs-réseaux agissant à distance et des porte-parole des populations locales ou des riverains. Le théâtre des opérations dans la Meuse et à Bure ne cesse d'évoluer ces derniers temps et tout indique qu'en dépit des efforts de l'Andra pour « soigner sa communication » et « ouvrir largement la concertation et le débat », on va vers une radicalisation ...

4. Controverses et conflits

Sans rouvrir ici le vaste programme de la sociologie des controverses, je voudrais insister sur le rôle décisif de la polémique, du procès et du débat politique comme modes de confrontation situés entre controverses (plutôt orientées vers l'accord et le consensus) et conflits (plutôt tournés vers le désaccord et le dissensus). Cela fait pas mal de temps que la sociologie est sortie de la vision irénique de l'échange d'argument dans la discussion idéale (le vrai débat) et du modèle habermassien de « l'espace public autonome » pour observer comment naissent, évoluent, se déplacent, se fixent ou disparaissent les arguments dans des champs de forces¹⁰.

Notion d'espace public oublie trois choses essentielles pour une sociologie : la manière dont se forment les compétences des acteurs, et notamment leur sens critique (qui suppose d'abord et essentiellement des expériences marquantes, bien plus que la capacité à puiser dans un répertoire figé de principes de justice ...) ; l'ancrage dans des milieux qui lie les acteurs à des intérêts et des représentations, des formes de vie et des valeurs déterminés (et qui supposent un travail politique particulier pour être détachables) ; l'importance dans les joutes argumentatives de figures contraires de l'échange d'arguments comme par exemple l'accusation versus la controverse, la figure de rhétorique versus l'opérateur de factualité, la convergence des sources de conviction versus la construction d'oppositions et de partages tranchés ; la mise en jeu des attachements et des croyances versus la projection d'un espace de calcul abstrait.

Qu'est-ce qu'une colère légitime ? La saturation des phases d'expression et d'action publique, la politique du fait accompli et l'expérience de la perte de prise sont les explications les plus courantes que peut restituer une sociologie pragmatique des conflits (voir le cas des marins-pêcheurs et des quotas, et la manière dont se redéfinit une activité et un intérêt professionnel sous la pression de contraintes internationales de plus en plus difficiles à combattre frontalement ... : blocage contre blocage : bloquer le port de Marseille (épisode Greenpeace sur le thon en Méditerranée) ; blocage des ports ces jours derniers. Ce type d'action est toujours au bord de la violence politique. Dans la casuistique développée au GSPR, il ne s'agit pas seulement de repérer des séquences de « violence » comme dans les travaux de

⁹ P. Cézanne-Bert, F. Chateauraynaud, « Les formes d'argumentation autour de la notion de réversibilité dans la gestion des déchets radioactifs », rapport intermédiaire, convention ANDRA/EHESS, GSPR, mai 2009.

¹⁰ Voir F. Chateauraynaud, Argumenter dans un champ de forces. Essai de balistique sociologique, ouvrage à paraître en 2010.

Tilly sur les répertoires d'action, mais aussi de saisir comment des dossiers passent de l'alerte ou de la controverse au conflit et à la crise politique.

Avec la fragmentation des milieux et des causes, la société civile n'est jamais en action sous la forme idéalisée qu'en propose une lecture rousseauiste de l'histoire politique. En même temps des éléments, des idées, des techniques, des liens et des expériences passent constamment d'un milieu à l'autre. Désobéissance et résistance supposent un plan du social qui ne se définit ni par rapport à l'Etat, ni par rapport au marché ...¹¹ Critique radicale, activisme, écoterrorisme... comment sont qualifiés et requalifiés les actes de protestation. La violence entre modes d'action et formes de qualification est donc au cœur du partage entre controverse et conflit. Dans la période contemporaine on assiste à une extension du domaine de la lutte contre le terrorisme, fondée sur l'idée d'un continuum de formes d'action qui tend à légitimer, pour les pouvoirs publics, la référence à un risque terroriste : on voit ainsi les spécialiste de la sécurité globale rapprocher, parce qu'ils relèvent d'actes intentionnels, des occupations de locaux pour des causes diverses (logement, sans-papiers, universités ...), la destruction de plants transgéniques, la séquestration de dirigeants dans les entreprises, des violences urbaines, des prises d'otage et autres actes de piraterie, des attentats et attentats-suicides ...

5. Sur la structuration d'un champ de sociologie de l'environnement

Juste un mot final sur la question du mode d'existence d'une sous-discipline consacrée à l'environnement. Pour le dire vite, je pense que c'est intervenu beaucoup trop tard. Les objets environnementaux sont saisis depuis des décennies par des foules d'acteurs hétérogènes – cf le Grenelle de l'environnement, et la formule à 5 acteurs - et la sociologie académique n'a pas eu le temps de prendre ses marques : le haut niveau de réflexivité et de technicité des acteurs qui manient et produisent de l'expertise et de l'analyse en continu condamne à suivre péniblement les dossiers. Cela implique de repartir de plus loin :

- soit d'une théorie du conflit rénovée (j'ai bien dit conflit et non controverse) ;
- soit d'une sociologie de la globalisation attentive aux confrontations sur le terrain et donc aux localités – à l'image de ce propose Tsing dans Friction ;
- soit des enjeux de la société de l'information et de la distribution des expertises, entre modalités de conviction et formes de protestation ;
- soit encore de s'intéresser au type d'économie de l'environnement que développent les firmes et les ONG, notamment à travers le business de la certification et de la notation. Un exemple : « L'association WWF a lancé une campagne contre le commerce illégal de bois, accusé de dommages à l'environnement et aux populations locales. Comment acheter des meubles et du bois en limitant les risques environnementaux et sociaux ? » Voir interview de Jean Bakouma, responsable du programme certification et gestion durable, forêt Bassin du Congo au WWF-France.

¹¹ Sur la tension entre expression citoyenne et représentation politique voir B. Bernardi, « L'opposition entre représentation et participation est-elle bien formée ? », site de La Vie des Idées, avril 2008. Voir aussi la critique de Walzer aux version rationalistes de la démocratie délibérative dans Politics and Passion. Toward a More Egalitarian Liberalism (2005) notamment le chapitre « Deliberation ... and what else ? »

http://www.dailymotion.com/video/x8zkqf_de-quel-bois-jme-meubley_news

Je ne suis pas d'accord avec tout ce que dit et écrit Bruno Latour, loin de là, mais sur ce point il a raison : les nouveaux fronts auxquels sont confrontés les acteurs obligent à une redéfinition du « social » - il propose comme on le sait de substituer aux définitions du social qui se sont succédées depuis Durkheim, une logique des « associations ». ¹² Cela dit, pour la sociologie pragmatique, point de bulles, de sphères ou d'écumes (cf Sloterdijk ...) mais des corpus étudiés sérieusement sous l'angle des transformations des jeux d'acteurs et d'arguments, c'est-à-dire à la fois les activités, les instruments et les valeurs développés par les protagonistes et la portée qu'ils leur donnent dans des milieux, des dispositifs et des représentations...

¹² Voir Politiques de la nature et Changer de société, refaire de la sociologie ...